

Fin de la grève de la collecte des déchets

SOCIAL. Les agents du service de collecte des déchets étaient en grève depuis le début de la semaine afin d'obtenir une reconnaissance de la pénibilité de leur métier.

Des détritiques qui s'accumulent, des tas de sacs-poubelles, de cartons empilés dans le centre-ville, en pleine période Noël. Depuis le 29 novembre les éboueurs étaient en grève après avoir déjà alerté l'administration sur leur refus de voir leur temps de travail augmenter.

« Victoire grâce à la grève »

En cause, la loi de transformation de la fonction publique qui prévoit notamment un temps de travail de 1 607 heures par an contre 1 593 actuellement. La Carène entendait donc appliquer cette loi tout en lançant une étude sur la pénibilité de certains métiers susceptibles d'être exonérés de cette mesure. Les éboueurs, soutenus par les syndicats CGT et FO refusaient d'attendre la fin de l'étude et de devoir travailler deux jours de plus. Ce vendredi 3 décembre, les deux syndicats annoncent la fin de la grève, « nous avons obtenu 2 jours de pénibilités non soumis à l'absentéisme tout en conservant les 5 jours d'ATT ». Cette « victoire a été possible grâce à la grève



Les agents se réjouissent de leur victoire après une semaine de grève

Photo extérieure

reconductible des agents de la propreté publique et de la gestion des déchets du lundi 29 novembre au vendredi 3 décembre, les débrayages successifs des agents des piscines », poursuivent les représentants du personnel qui annoncent la reprise du service dès ce samedi 4 décembre.

Appel à la grève des animateurs

En plus des 2 jours de pénibi-

lités, les agents ont obtenu 20 € d'augmentation de la prime pour les agents de la propreté publique, « qui vont coûter 1,70 M€ à la collectivité », précise la Carène qui dit se réjouir, après cette semaine de grève « de la qualité des discussions et du cadre respectueux dans lequel les négociations se sont déroulées ».

Le mouvement de grève des animateurs (accueil périscolaire, cantine, centres de loi-

sirs) est maintenu, « car les réponses de l'administration sont insuffisantes », poursuivent la CGT et FO qui appellent à un rassemblement mardi 14 décembre, à 10 h, devant le bâtiment Samuel Patty.

Ils invitent « tous les agents à venir les soutenir dans le cadre du préavis de grève du 29 novembre au 17 décembre ».